

Le Melenchon Bashing sur le terrain politico-judiciaire...

... Ou des perquisitions qui donnent une image étrange de la démocratie.

mercredi 17 octobre 2018, par [Jacques COTTA](#)

Les perquisitions qui ont été effectuées au domicile de Jean-Luc Mélenchon, d'une dizaine des ses collaborateurs, ainsi qu'au local de la FI et de l'association « l'ère du peuple » ne nécessitent-elles pas une solidarité totale avec le président du groupe parlementaire de la FI et de la FI elle-même, et ne devraient-elles pas provoquer un sursaut démocratique de tous ceux pour qui la démocratie a encore un sens ?

N'est-ce pas en effet la démocratie qui est visée ?

Il ne s'agit pas ici de se prononcer sur le contenu d'un dossier dont on ne sait pour le moment en tout et pour tout que la dénonciation « d'emplois fictifs au parlement européen » était baptisée un peu plus tard par son auteur, l'euro député Sophie Montel, de « pied de nez » ou de « farce ».

Ce serait donc au nom d'une farce notamment que plusieurs dizaines de policiers, armés, vêtus pour certains de gilets pare-balles, ont été mobilisés dès 6h du matin pour pénétrer au domicile ou dans les locaux d'insoumis. C'est au nom d'une farce donc qu'ils auraient agi comme si une association de malfaiteurs, voire de terroristes, était visée. Mais cette interprétation moqueuse est sans doute bien loin de la réalité et dédouane les responsables politiques qui ont donné l'ordre de perquisitionner.

Comment ne pas constater un étonnant deux poids deux mesures. Il ne sert à rien d'épiloguer sur des faits déjà connus, mais un bref rappel permet d'apprécier.

Affaire récente, celle d'Alexandre Benalla, barbouze élyséen, dont le domicile doit être perquisitionné, mais qui en l'absence de clés, se voit avertir d'une remise de l'opération le lendemain, ce qui aura permis dans la nuit le déménagement d'une armoire dans laquelle se trouvaient des armes de poing liées à LREM.

Affaire moins récente, mais qui recoupe des faits très exactement identiques à ceux qui sont reprochés à Jean Luc Mélenchon, celle qui concerne le Modem, François Bayrou et Françoise de Sarnez, macronistes depuis les présidentielles, qui font l'objet d'une enquête préliminaire, ainsi que 18 de leurs confrères, pour « abus de confiance » portant sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires à Strasbourg. Là, aucune perquisition, rien. Mais il est vrai que ceux là font partie des soutiens actifs de Jupiter...

Et Richard Ferrand alors qu'il était suspecté de bénéficier d'une affaire immobilière impliquant la mutuelle de Bretagne, et Muriel Pénicaud, la ministre du travail chargée de défaire jusqu'au bout le code du travail, suspectée de délit de favoritisme dans l'organisation des noubas pré-présidentielles d'Emmanuel Macron à Las Vegas...

Aucune perquisition, rien, régime de faveur ?

Mais il y a mieux. Pour ce qui concerne les comptes de campagne des candidats aux élections présidentielles, l'actuel président de la république est concerné. Là encore rien. Pourtant son adresse est connue, son bureau aussi. Peut-être la justice indépendante cherche t'elle le chemin de l'Elysée ? LREM est aussi concernée, comme est censée l'être la France Insoumise pour Jean Luc Mélenchon. Son patron était alors Christophe Castaner. Allez, monsieur le procureur, un effort. Il se trouve juste en face de l'Elysée, au ministère de l'intérieur place Beauvau. D'une pierre deux coups ?

Tous cela relève des coups tordus dont la 5ème république est coutumière. Mais force est de constater qu'avec Emmanuel Macron, un cran est franchi. D'autant que les actions engagées sont lourdes de conséquence. Les ordinateurs saisis, les téléphones portables confisqués, ce sont les fichiers de la FI ou

les contacts personnels des responsables de la FI qui passent ainsi de main en main. Dans celle de la justice, pas de problème. Mais que penser lorsque dans une vidéo diffusée de l'entrée des locaux de la FI, on voit à la porte, faisant barrage, un « policier » qui sur d'autres photos, publiées depuis sur les réseaux sociaux, apparaît aux côtés du chef de l'Etat, non loin du protégé Benalla et quelques autres ? Police ou barbouze ?

Tout cela est aujourd'hui du plus mauvais effet et dégage des relents nauséabonds. Il ne s'agit pas de mettre les principes à des services partisans. Les principes sont les principes. Et ils sont largement bafoués. La disqualification hier de François Fillon dans l'urgence, parce que tout permet de prédire sa victoire aux présidentielles, pour des affaires qui depuis n'ont pas les prolongements attendus, les attaques en psychiatrie de Marine Le Pen mise en cause pour des photos publiées, ou du FN pour les mêmes raisons qui aujourd'hui sont reprochées à Jean Luc Mélenchon et qui devaient aboutir à l'asphyxie financière, tout cela est de même nature.

Mais pour Mélenchon il faut plus. Alors que les perquisitions qui l'ont visé semblent devoir être frappées de nullité, en l'absence de procès verbal et de la présence du responsable de « l'ère du peuple » empêché d'entrer dans les locaux, la presse s'en donne à coeur joie pour dénoncer « la violence de l'insoumis ». Et le Parquet de Paris d'annoncer ce 17 octobre l'ouverture d'une enquête pour « menaces ou actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire » et « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique » après les accrochages sur le terrain, notamment contre la brutalité visant une employée de la FI.

De tout cela, une chose restera, la volonté d'un pouvoir à l'agonie de tout mettre en oeuvre, y compris les méthodes les plus condamnables, pour tenter de poursuivre sa politique et de préserver son pouvoir.